

En France, la plupart des migrants sont au chômage !

écrit par Jack | 16 mai 2023



Intéressant, cet article américain qui s'intéresse au problème des migrants en France et utilise les travaux du Français Jean-Paul Gourevitch que Résistance républicaine et

Riposte laïque ont souvent invité à prendre la parole lors de leurs meetings et rassemblements.

Quand la plupart des migrants sont au chômage

Un expert français de l'immigration lance un terrible avertissement à la France.

3 mai 2023 par **Hugh Fitzgerald**

Jean-Paul Gourévitch est un chercheur français spécialisé dans l'immigration. Sa dernière étude sur l'immigration récente en France est profondément pessimiste : **il affirme que l'immigration n'est pas un bénéfice net pour le pays, mais coûte à l'État 25 milliards d'euros par an. Et même après des années en France, les deux tiers des migrants sont au chômage.**

Les autres vivent, assez confortablement, des généreuses prestations de l'État-providence français. Vous trouverez plus d'informations sur ses conclusions dans un article vieux de deux ans, mais encore plus pertinent aujourd'hui qu'il ne l'était lors de sa publication : « *La migration coûte à la France environ 25 milliards d'euros par an, de nombreux migrants restent au chômage même après des années* », par **Dénes Albert**, Remix News, 26 mai 2021.

Un tiers seulement des migrants en France cherche à travailler.

« *Les données sur l'emploi montrent que c'est un mythe que l'immigration en France offre des avantages économiques* » a déclaré l'auteur et universitaire français Jean-Paul Gourévitch dans une interview à Radio Sud.

« J'ai beaucoup étudié ce sujet et aujourd'hui tout le monde en France, de gauche à droite, s'accorde à dire que l'immigration coûte plus cher qu'elle ne rapporte », a encore déclaré Jean-Paul Gourévitch. *« Il y a une différence majeure entre les économistes (orientés) de gauche et de droite concernant les coûts de l'immigration : les économistes de gauche disent que le déficit est de six à dix milliards [d'euros par an], tandis que ceux de droite disent qu'il est de 40 à 44 milliards. Mes propres recherches scientifiques montrent que le déficit est de 20 à 25 milliards d'euros ».*

Jean-Paul Gourévitch a également évoqué le débat en Europe et en France sur la question de savoir si la détérioration des chiffres démographiques devrait être améliorée par l'immigration ou des incitations démographiques nationales.

Le taux de fécondité des Françaises de souche est de 1,49, bien en deçà du niveau de remplacement de 2,1. Que faut-il y faire? **Certains prétendent que la solution consiste à admettre plus d'immigrants, sans chercher trop profondément à savoir si ces immigrants représentent un coût net pour le gouvernement ou un avantage net.** D'autres pensent qu'une politique nataliste pourrait persuader suffisamment de Françaises à avoir plus d'enfants, même si jusqu'à présent, malgré des allocations familiales généreuses après le deuxième enfant et des crèches et jardins d'enfants fortement subventionnés, les taux de fécondité français continuent à baisser. Et même s'ils devaient augmenter, les bébés nés aujourd'hui en France ne feront pas de différence dans les fonds disponibles pour les retraités pendant au moins deux décennies, lorsque ces bébés auront grandi et seront entrés dans la vie active.

« Il y a un argument selon lequel l'immigration pourrait dans une certaine mesure compenser les taux de natalité, car il existe une différence majeure entre les taux de natalité

de la population nationale et celle des migrants », a déclaré Jean-Paul Gourévitch, qui a ajouté : « La population nationale a un taux de natalité de 1,49 (enfants par couple), tandis que la population immigrée compte de 2,5 à 4 enfants. Ce taux de natalité, cependant, diminue progressivement, car les enfants d'immigrés ont moins d'enfants que leurs parents qui, à leur tour, ont eu moins d'enfants que leurs parents ».

« Faire venir des migrants pour pouvoir augmenter notre capacité à payer les retraités est en fait un coup d'État », a continué Jean-Paul Gourévitch. « Les migrants, ceux qui travaillent, bien sûr, vont contribuer aux retraites, mais pour le reste c'est un vrai fardeau pour l'Etat ».

Jean-Paul Gourévitch a également déclaré que ses propres études montraient qu'après cinq ans d'arrivée de migrants, seuls 33 % des migrants avaient un emploi. Ces statistiques reflètent d'autres pays qui montrent, par exemple en Suède, que la plupart des migrants ne deviendront jamais autosuffisants. D'autres pays comme l'Allemagne ont déjà dépensé des dizaines de milliards pour les migrants et prévoient de dépenser 64,5 milliards d'euros supplémentaires au cours des quatre prochaines années.

Et d'ajouter : « Toutes les enquêtes montrent que 5 ans plus tard, seulement 33% des migrants [en France] ont trouvé du travail ».

Si seulement un tiers des migrants, qui en France sont majoritairement des musulmans d'Afrique du Nord, ont un emploi, ils resteront un coût net, et non un avantage, pour le gouvernement. Ils ne seront pas assez nombreux à cotiser

aux fonds de pension du gouvernement. Et il s'avère que les deux tiers de ces migrants ne travaillent pas, que ce soit par manque de compétences ou par désir d'éviter complètement de travailler et choisissant plutôt de survivre grâce aux généreuses prestations sociales mises à leur disposition par l'État. Si Jean-Paul Gourévitch ne le dit pas, il s'avère que les migrants musulmans ont beaucoup moins de chances d'être employés que les migrants non musulmans, si bien que dans leur cas, ce ne sont pas les deux tiers, mais plutôt les trois quarts des migrants musulmans qui restent au chômage après cinq ans.

Jean-Paul Gourévitch (79 ans), est l'auteur de plus de 60 études et ouvrages. Alors qu'au début de sa carrière, il s'est concentré sur l'éducation, il s'est ensuite tourné vers l'immigration. Son dernier livre, « La France en Afrique 1520-2020 » est paru l'année dernière.

Sa conclusion est que ces migrants économiques coûtent à l'État français quelque 25 milliards d'euros par an. C'est une somme colossale, mais certains économistes français de droite estiment même que c'est trop peu ; ils pensent que le montant est beaucoup plus élevé : 44 milliards d'euros par an. Comment est-il arrivé à ce chiffre ? Il additionne ce qui suit au coût pour l'État : logement gratuit ou subventionné pour plusieurs millions de migrants musulmans ; les soins médicaux gratuits, particulièrement coûteux en raison de la plus grande incidence de malformations congénitales chez les bébés musulmans, résultat de normes sociétales qui encouragent le mariage entre cousins ; l'enseignement gratuit, qui comprend des cours de langue supplémentaires ; les allocations familiales (qui augmentent avec le nombre d'enfants) qui devaient à l'origine inciter les Françaises à avoir plus d'enfants, mais ce sont aujourd'hui majoritairement les familles musulmanes qui en bénéficient, car elles ont le plus grand nombre d'enfants,

et les allocations chômage pour les deux -tiers des migrants musulmans qui restent sans emploi. Cela s'ajoute aux sommes colossales, estimées entre 25 et 44 milliards d'euros, que les économistes calculent comme les véritables coûts de l'immigration.

Mais il y a un autre coût qui ne peut pas être calculé, mais qui est tout aussi réel : le coût des migrants musulmans pour la qualité de vie des Français de souche. Comment décidons-nous du « coût » pour notre bien-être d'être soumis à cinq prières, de l'aube au crépuscule, qui sont amplifiées électroniquement ? On les voit déjà en Allemagne, cela va-t-il arriver en France ? En été, la première prière peut avoir lieu dès 3 h 20. Lorsqu'une telle prière empêche les gens de dormir, cela a un coût important, même si nous ne pouvons pas le traduire en euros. De même, quel est le coût pour la société de la peur des crimes massivement commis par des migrants musulmans, dont les taux de criminalité dépassent ceux des Français de souche (si l'on en croit les paroles mêmes de Macron) et des autres immigrants non musulmans, y compris ceux d'Europe de l'Est et d'Asie de l'Est ? Si les femmes ont maintenant peur de sortir seules le soir, c'est un « coût ». Il en va de même pour la peur des agressions de rue et des vols, l'inquiétude des cambriolages lorsque les Français partent en vacances, la peur du viol (les musulmans représentent environ 9% de la population française, mais commettraient 70% des viols). Tout cela s'additionne. Les écoliers musulmans seraient plus difficiles à discipliner selon le rapport Obin qui date de 2004, et par leur comportement en classe, détourneraient les enseignants de leur tâche prééminente, éduquer. Et c'est un autre coût. Comment calculer le coût des élèves musulmans qui perturbent l'éducation pour tous en refusant d'étudier certaines matières, comme la monarchie française, l'histoire du christianisme en France, les croisades, les Lumières et

l'Holocauste etc. Il n'est pas un domaine de la vie française qui ne soit affecté, par la présence de millions de musulmans. Cette présence à grande échelle a créé une situation beaucoup plus désagréable, coûteuse et physiquement dangereuse, pour les Français de souche, que ce ne serait le cas sans cette présence à grande échelle.

Le coût pour la France qui peut être traduit en euros est très élevé. Le coût pour la qualité de vie des Français est également très élevé, même s'il est impossible d'attribuer une valeur en euros à des choses telles que la tranquillité d'esprit, le sentiment de sécurité, l'harmonie et la discipline dans les salles de classe.

La loi interdit aux Français toute discrimination, ils n'ont pas le droit de créer une politique nataliste où certains avantages, tels que des allocations familiales et des subventions pour réduire les coûts des écoles maternelles et des jardins d'enfants, ainsi que des activités périscolaires seraient réservés aux enfants français de troisième génération, ce qui empêcherait la plupart des migrants musulmans de bénéficier d'une politique destinée à favoriser les familles nombreuses, réservée aux Français.

De même il n'est pas permis aux Français de faire des différences entre les différents immigrés, chrétiens, athées, juifs ou musulmans. Ils acceptent a priori sans problème le plombier polonais, l'entraîneur de football roumain, le restaurateur hindou, le teinturier chinois... qui travaillent et cotisent au système de retraite. Ils n'exploitent pas l'État-providence français jusqu'au dernier avantage. Arrivés en France, ils trouvent rapidement un emploi rémunéré. C'est le genre d'immigrants contribuables

dont la France a besoin. Et tout en encourageant ces immigrés, le gouvernement français ne peut pas en même temps décourager les immigrés musulmans, c'est interdit par la loi française et surtout par l'Union Européenne, les migrants refusés pourraient faire appel à la CEDH et gagner..

Par contre les Français pourraient interdire l'appel à la prière amplifié électroniquement en tant que nuisance publique. Ils pourraient rendre plus difficile l'ouverture de nouvelles mosquées, en utilisant astucieusement les lois de zonage, notamment en exigeant que les mosquées fournissent des places de stationnement à tous leurs visiteurs, en fonction du nombre de fidèles qui arrivent pour la prière du vendredi et la khutba, afin d'éviter le trafic congestion souvent causée par les visiteurs des mosquées dans les zones résidentielles. Ils pourraient proscrire la vente de viande halal car l'égorgement d'un animal qui n'a pas été étourdi au préalable et le saignement lent de cet animal constituent une cruauté envers les animaux. Ils pourraient interdire le port du voile dans tous les bâtiments publics, y compris tous les bureaux du gouvernement et les universités, car le voile se traduit par une « *déclaration politique* » et viole le principe français de « *laïcité* ». Ils pourraient refuser de restreindre les piscines publiques à des heures « *réservées aux femmes* ». Ils pourraient invoquer la nécessité de préserver la « *laïcité* » dans la sphère publique et notamment à l'école. . Ce ne sont là que quelques-unes des façons de faire en sorte que la France mette fin à son statut « *islamiste* » et se transforme en un régime politique « *hostile à l'islam* ». C'est une simple réponse à l'hostilité manifeste de l'islam envers les infidèles et les régimes infidèles.

Enfin, si un grand nombre de travailleurs semi-qualifiés ou même non qualifiés est nécessaire, le gouvernement français pourrait aussi s'adresser à un bassin de main-d'œuvre qu'il

n'a pas commencé à exploiter : les travailleurs d'Amérique latine, qui partagent une tradition religieuse, le catholicisme, avec les Français. Ces travailleurs furent déjà les dictatures marxistes appauvries du Venezuela et de Cuba, la pauvreté et les gangs du Honduras, du Guatemala et du Mexique, vers les États-Unis, mais les États-Unis sont de moins en moins disposés à les prendre. Ils pourraient être accueillis par la France, l'Italie et d'autres pays catholiques d'Europe, où, en raison de cette appartenance religieuse commune, ils peuvent facilement s'intégrer dans la société d'accueil, afin de fournir la main-d'œuvre semi-qualifiée nécessaire aux emplois dans la construction et d'autres types d'infrastructures, y compris des projets d'énergie solaire massifs qui nécessiteront des centaines de milliers d'installateurs sur les toits de toute la France.

Si ces travailleurs d'Amérique latine étaient amenés en France, il n'y aurait pas besoin de migrants musulmans. Et si des lois hostiles à l'islam étaient mises en œuvre, cela favoriserait une re-migration de nombreux musulmans, maintenant en France, vers leurs pays d'origine. Plusieurs milliards d'euros seraient économisés chaque année par le gouvernement français, et de nombreux chagrins causés par ces migrants ne troubleraient plus les Français.

—

(L'un des commentaires à la suite du texte original)

Fred dit ceci :

Le seul pays qui a le courage d'arrêter la destruction de

son pays par des migrants sans instruction est la Hongrie. Il est trop tard pour sauver la France. Si les autres nations européennes ne changent pas et continuent à autoriser une migration illimitée depuis l'Asie et l'Afrique, alors il n'y a plus d'espoir pour l'Europe.

Quant aux États-Unis, nous sommes déjà comme la France. À l'avenir, nous serons un pays du tiers monde avec des millions de personnes luttant pour leur survie chaque jour les uns contre les autres. Chacun exigera plus que sa juste part du gâteau. Il y a déjà de nombreux exemples de cela dans ce pays en ce moment. C'est la principale raison pour laquelle nous sommes si divisés en tant que nation. Il n'y a pas de retour à un pays uni. L'agitation sera un événement commun tous les jours en Amérique.

Traduction par Jack pour Résistance républicaine